

ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique à l'égard des rapatriés Question écrite n° 121581

Texte de la question

M. Robert Lecou appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les règles d'allocations de l'indemnité forfaitaire telles que prévues dans l'article 13 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la nation et contribution nationale en faveur des français rapatriés. Celui-ci dispose que seules peuvent être prises en compte les conditions d'attribution réalisées antérieurement au 3 juillet 1962. Or certains faits générateurs et décisions survenus avant cette date ont entraîné la réalisation de la condition après celle-ci, une incarcération par exemple. Aussi il souhaite savoir dans quelles mesures de telles situations pourraient également être prises en compte pour l'octroi du versement de ladite indemnité forfaitaire.

Données clés

Auteur: M. Robert Lecou

Circonscription : Hérault (4e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 121581

Rubrique: Rapatriés

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères (et européennes)

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 3 avril 2007, page 3225